

## Sur l'appel intersyndical et interprofessionnel à la grève et aux manifestations du 27 janvier

La puissante grève du 13 janvier dans l'Éducation, après la mobilisation des personnels du secteur social et médico-social l'avant-veille, a en partie modifié la situation en remettant à l'ordre du jour la possibilité d'un affrontement avec ce gouvernement. Celui-ci a dû céder en urgence quelques mesures le soir même (voir la [chronique de la présidentielle n° 13](#)).



Depuis, Blanquer, qui concentrait déjà l'hostilité générale des enseignant-e-s et d'une bonne partie des parents, a été encore plus discrédité dans l'opinion publique en général quand on a appris qu'il avait osé envoyer son 50<sup>e</sup> protocole sanitaire, à la veille de la rentrée, depuis ses vacances luxueuses aux Baléares.

Fragilisé, le gouvernement a tenté une fois de plus l'intimidation en faisant dans un premier temps interdire la manifestation parisienne de ce jeudi 20 janvier, avant de reculer face au scandale démocratique (sans précédent pour une manifestation syndicale) qu'a soulevé cette nouvelle provocation.

Si Macron et son gouvernement sont si fébriles, c'est qu'ils mesurent bien le risque d'une montée en puissance du rejet populaire et d'une reprise des luttes, alors que l'élection présidentielle approche désormais à grands pas et que ses résultats sont de moins en moins prévisibles. De fait, une bonne fenêtre de tir s'est désormais ouverte sur le terrain de la lutte des classes et il faut donc tout faire pour en profiter par des mobilisations les plus massives possible.

Comme d'habitude, les directions syndicales ont été incapables de proposer un plan de mobilisation au-delà de la journée de grève du 13 janvier. Les principaux syndicats (notamment le Snuipp-FSU) ont refusé d'appeler à la grève le 20 janvier, si bien que cette journée a été un échec. Ils se rabattent donc sur la journée de grève du 27 janvier.

Cette journée interprofessionnelle du 27 janvier est programmée depuis début décembre par les directions syndicales CGT, FO, FSU, et Solidaires. [L'appel unitaire](#) aurait pu être écrit il y a 5 ou 10 ans en esquivant notamment complètement la politique sanitaire du gouvernement. De plus, l'appel ne formule aucune revendication concrète et ne dresse aucune perspective au-delà du 27 janvier.

Pourtant, il faut se saisir de cette journée dans la mesure où la grande grève des enseignant-e-s a montré que même dans un contexte de saturation de l'espace public et médiatique par la campagne présidentielle et la question sanitaire, la mobilisation de rue permet d'instaurer un rapport de force conséquent. Et c'est ce dont nous avons besoin : retrouver une confiance collective dans notre puissance d'agir commune, confiance depuis bien trop longtemps épuisée. Malgré toutes les limites d'un appel intersyndical creux et démobilisateur, cette journée du 27 janvier pourrait donc être un moyen de relancer la lutte dans d'autres secteurs, de renouer avec les mobilisations interprofessionnelles et d'espérer imposer des reculs au patronat comme au gouvernement.

Bien sûr, le scepticisme reste grand dans la classe ouvrière, après deux ans de crise sanitaire qui n'ont fait qu'aggraver le désarroi dû à des années de reculs sociaux et de défaites de nos luttes. Il est donc nécessaire de prendre le temps de la discussion, de convaincre à la fois dans nos syndicats et plus généralement sur les lieux de travail par des AG et des réunions *ad hoc*.

Certains secteurs répondront évidemment plus que d'autres à l'appel. Mais il est juste d'essayer d'assurer le succès du 27 janvier. Seule une forte mobilisation nous mettra en position de force pour poser la question des suites et exiger des directions syndicales, qui comme d'habitude n'en ont pas, un véritable plan de bataille. Car il faudra évidemment aller au-delà d'une journée d'action, par un grand mouvement de grève tous ensemble, si l'on veut imposer l'augmentation générale des salaires dans le public comme dans le privé, ainsi que l'embauche des personnels statutaires nécessaires dans les services publics, à commencer par l'hôpital et l'éducation.

**Tendance CLAIRE**, le 25 janvier 2022